

## Présidentielle : comparer les engagements des candidats sur la sous-traitance et les droits sociaux

Paris, le 6 mars 2017. Vous pouvez maintenant retrouver les engagements de Benoît Hamon sur la problématique de la chaîne de sous-traitance et le respect des droits sociaux dans le monde sur [l'application créée par Novethic.fr](#). De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, en passant par François Fillon, ce widget exclusif permet de comprendre quelle place les candidats à la Présidentielle accordent à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

### Conditions de travail : la gauche partage les mêmes orientations

Benoît Hamon (PS) et Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise) proposent d'étendre la responsabilité des donneurs d'ordre pour faire respecter les droits sociaux dans toute la chaîne de sous-traitance. Cette position, partagée par Yannick Jadot, ancien candidat EELV, est conforme à la loi sur le devoir de vigilance adoptée fin février.

Le candidat PS suggère d'ajouter une garantie : *« Les salariés pourraient avoir un moyen d'action directe pour le paiement de leurs salaires si l'employeur ne les paie pas, parce qu'il a des difficultés de trésorerie avec le crédit fournisseur, par exemple »*.

Pour Jean-Luc Mélenchon, il faut en plus *« encadrer le développement des activités liées à l'économie collaboratrice pour préserver le caractère de partage et d'utilité sociale contre la privatisation, l'évasion fiscale, la concurrence déloyale et stopper l'uberisation des activités »*.

### À droite, la transparence est conditionnée au secret des affaires ou au protectionnisme

Le candidat LR, François Fillon, approuve l'idée que la France adopte une loi visant à contraindre les entreprises à plus de transparence sur leur chaîne de sous-traitance mais *« en veillant à bien distinguer et définir ce qui relève d'une obligation de transparence et ce qui a trait au droit des affaires »*. Pour Marine Le Pen, du FN, il faut associer ce type de lois à du *« protectionnisme intelligent. Sinon, elles ne feront que défavoriser les entreprises et donc les salariés français, les laissant en proie à une concurrence internationale déloyale n'appliquant pas les mêmes règles du jeu »*.

### Au centre, Emmanuel Macron s'abstient

Emmanuel Macron, candidat du mouvement En Marche ! n'a pas souhaité répondre aux questions de Novethic sur ces enjeux RSE et d'organisation de la chaîne de sous-traitance pour un meilleur respect des droits sociaux au plan international.

## [D'autres réponses à comparer sur novethic.fr](#)

Contact presse : [celia.juere@novethic.fr](mailto:celia.juere@novethic.fr) - +33 (0)1 58 50 98 23